

# market

LE MEDIA SUISSE DES HIGH NET WORTH INDIVIDUALS

DURABILITÉ(S)  
JONATHAN  
NORMAND

FISCALITÉ(S)  
LES SUCCESSIONS  
FRANCO-SUISES

INVITÉ  
ANTONIN  
CALDERON

MARCHÉ DE L'ART  
HERMANN NITSCH

PHOTOGRAPHIE(S)  
OLIVIER DASSAULT

INVESTIR  
L'ÉNERGIE EN SUISSE



DOSSIER  
LA TRANSITION  
PLURIELLE,  
*SES ENJEUX, SES ACTEURS*

15 CHF



# CETTE ÉCONOMIE PRIVÉE QUI MONTRE LA VOIE

AU-DELÀ DE LA FINANCE DURABLE ET DES OUTILS D'INCITATION : LA CRÉATIVITÉ ET LE RÉALISME DE L'ÉCONOMIE PRIVÉE. UNE ENTREPRISE EST PLUS MANIABLE QU'UN ÉTAT. LES CONSENSUS LIMITÉS DU PRIVÉ PERMETTENT D'IMPOSER RAPIDEMENT UNE VISION, SANS DEVOIR

CONVAINCRE UNE MAJORITÉ AUX INTÉRÊTS DISPARATES VOIRE OPPOSÉS. RSE, BONNES PRATIQUES, NOUVEAUX MODÈLES D'AFFAIRES, ÉCONOMIE CIRCULAIRE : ÉTAT DES LIEUX ET CRITIQUE DES MOYENS, DANS UN SOUCI D'AMÉLIORATION CONTINUE.



## MÉTIERS D'AVENIR ET REVENUS DE TRANSITION

### 2 QUESTIONS À

*Olivier Ferrari,*  
CEO de CONINCO

**Quels outils pourrions-nous mettre en place pour favoriser la transition écologique ?**

Au lieu d'avoir une approche de « punition » du consommateur final, il conviendrait de taxer à la source l'extraction des matières premières et d'investir les deniers ainsi perçus dans la capacité d'innovation

de l'économie, comme en soutenant des start-up aux « business cores » engagés dans la durabilité. Par exemple, une taxe de US\$ 10.- sur chaque baril de pétrole prélevé par jour (environ 98 millions) produirait US\$ 980 millions/jour et aurait une influence faible sur la valeur des produits finis. En prélevant à la source, on dispose de moyens sans comparaison pour accélérer le mouvement. Une clé de répartition entre pays producteurs et consommateurs permettrait d'être efficient dans la redistribution. Et ces moyens doivent être expressément alloués au développement de projets de reconstruction de l'environnement, comme au soutien des technologies (*tech for good*) permettant ces développements. Dès lors, que dire d'un prélèvement sur l'or, le gaz, le charbon... ?

Repenser notre modèle économique demande de reconsidérer deux évolutions majeures de notre société : les pays occidentaux et leur vieillissement avéré (des millions de places de travail seront libérées), et le potentiel des migrations « climatiques », dont on peut considérer qu'elles ont commencé. Cependant, les arrivants seront à former car ils n'ont pas nécessairement le profil des emplois libérés, alors qu'ils sont la conséquence de nos actes de consommation et d'exploitation des ressources.

Par ailleurs, nos interactions avec la nature sauvage doivent être revues : il convient de redonner à celle-ci des espaces sans présence de l'homme.

**Les politiques de relance vous semblent-elles adéquates et justifiées pour sortir de la crise ?**

Et si l'on cessait de parler de relance économique ? La notion de relance induit, pour moi, de faire repartir un modèle obsolète. La COVID-19 a été un révélateur de nos interdépendances et incohérences dans la construction de notre développement économique depuis près de 240 ans. Aujourd'hui, plusieurs opportunités se présentent, telles que l'économie circulaire, un modèle où, entre autres : les déchets n'existent plus car ils deviennent une matière première ; l'obsolescence programmée disparaît ; et où on intègre l'environnement dans l'économie, et inversement. Cette option est la pointe de l'iceberg des chemins qui se présentent. Dès lors on n'est plus dans une relance, mais dans les prémices d'un nouveau modèle sociétal responsable. Dans ce concept, les employés des entreprises « sans avenir durable » ne seront pas abandonnés « au bord de la route » mais accompagnés vers une retraite décente ou engagés dans des formations adéquates vers des métiers d'avenir, en bénéficiant d'un revenu minimum de transition...

Il ne s'agit pas de relancer l'économie mais de la redimensionner en tenant compte des inefficiences révélées, de redéfinir la notion de croissance en intégrant les opportunités de rénovation, de reconstruction et de construction d'un monde désirable.